ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1418 – 8 septembre 1995 – prix : 9 F

Bombes artisanales à Paris, bombes nucléaires à Mururoa

LES ASSASSINS DE L'OMBRE...

ET CEUX QUI NOUS GOUVERNENT !

M 6189 - 1418 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

Leur société

4 – Fonction publique : non au gel des salaires !
– Le RMI dans la ligne de mire
– La SNCF prend le voyageur pour un pigeon
5 – Le gouvernement veut prendre aux chômeurs pour aider les patrons
– Chiffres du chômage : même le ministère n'y croit plus

Dans le monde

6 – Conférence mondiale des femmes : l'ordre impérialiste s'accomode de toutes les oppressions
– Israël : après l'attentat de Jérusalem
– Israël : sales méthodes pour une sale politique
7 – Allemagne : Volkswagen veut imposer ses horaires
– Grande-Bretagne : coupes budgétaires pour la psychiatrie publique
8 – Ex-Yougoslavie : ce n'est pas au bénéfice des peuples que se fait l'intervention occidentale

Dans les entreprises

9 – SNECMA Villaroche
– CHR de Bordeaux
– Hôpital Chardon-Lagache (Paris)
– Automobile : le marché se dégrade, les travailleurs paient

Enseignement

10 – Rentrée des classes
– Cartable alourdi, porte-monnaie allégé
– « L'université Pasqua »

Lire, Voir

11 – *Christian Ranucci, 20 ans après,* ouvrage collectif
– Film : *Limita* de Denis Evstigneev

Élections partielles

12 – Les candidats de LO
– Les meetings d'Arlette Laguiller
– Le candidat Debré ne recule devant rien

12 – Les fêtes de Lutte Ouvrière

Université d'été au PS

QUAND ROCARD DESCEND AU NIVEAU DE LA RUE

A l'université d'été du Parti Socialiste qui s'est tenue à La Rochelle le premier week-end de septembre, certains des principaux dirigeants se sont fait attendre et ne sont venus que pour conclure les débats. A croire que pour eux cette rencontre avec les militants du parti avait une importance somme toute secondaire.

Jospin avait à faire à Cintegabelle, son fief électoral dans la Haute-Garonne, Emmanuelli tenait un débat agricole dans la région de Dax, tandis que Martine Aubry a préféré, elle, la braderie lilloise.

Seule nouveauté annoncée à cette université d'été, le prochain secrétaire du PS, en l'occurrence Jospin, sera élu par l'ensemble des militants du parti le 10 octobre.

Quant au programme, rien n'a été dit ou presque, si ce n'est quelques généralités sur la nécessité de s'ouvrir « *vers les couches populaires et la jeunesse* ». Et comme, cure d'opposition oblige, il fallait faire « peuple » et familier, Rocard, que l'on comprend en général très difficilement, s'est essayé au langage des rues, ou à ce qu'il croit tel. Il a ainsi lancé : « *Au Sénat, la gauche n'a rien à foutre, sinon pousser un coup de gueule* ». Aux militantes qui regrettaient de ne pas voir de femmes à la tribune, il a lancé : « *Moi qui ai le malheur d'être un mec, je veux vous supplier de ne pas nous foutre une culpabilité générale là-dessus* ».

Toujours sur le même ton, Rocard n'a tout de même pas pu s'empêcher de revenir sur une proposition qu'il affectionne tout particulièrement : la diminution du temps de travail avec perte de salaire. A ce propos il s'en est pris au « *simplisme des militants* » et aux syndicalistes « *trop soucieux de défendre les travailleurs à plein temps* », « *qui ne veulent pas eux-mêmes réfléchir à la question parce qu'ils ne veulent pas vivre une journée de plus par semaine avec bobonne* ».

En conclusion, l'ancien Premier ministre de Mitterrand a suggéré de reverser temporairement, à toute entreprise qui négocie une baisse du temps de travail, les allocations des chômeurs embauchés pour compenser cette baisse. Un cadeau au patronat que ne désavouerait pas l'actuel gouvernement.

Jospin, le nouveau patron du PS, a conclu cette université en ne disant rien : rien sur le chômage, rien sur les salaires ni sur les conditions de travail… rien de ce qui concerne les travailleurs. Juste quelques mots sur l'opposition qui ne doit être ni « molle », ni « dure ». Pour reprendre un terme du vocabulaire qu'affectionne pour l'heure le nouveau Rocard, ce n'est pas bandant.

G.L.

LE « GÉNÉRAL FÉLON » EST MORT DANS SON LIT

Le général Jouhaud, seul survivant du « *quarteron de généraux félons* », selon le mot de De Gaulle, vient de mourir dans son lit. Avec Challe, Salan et Zeller, il avait pris la tête, en avril 1961, du putsch des généraux d'Alger, partisans de l'Algérie française.

L'aventure tourna court et Jouhaud se retrouva avec Salan à la tête de l'OAS, l'« Organisation Armée Secrète », qui fit peser pendant plusieurs mois sur la société française la menace d'un développement d'une organisation d'extrême-droite de masse. Mais les pieds-noirs rentrés d'Algérie s'intégrèrent assez rapidement en France et l'OAS disparut pratiquement.

Lors du putsch d'Alger, Jouhaux (à gauche) avec Salan

Condamné à mort, Jouhaud fut gracié par de Gaulle, bien placé pour savoir que les généraux font partie des intouchables de l'appareil d'État. Sa peine fut commuée en détention à perpétuité mais, sur une nouvelle intervention de De Gaulle, il ne fit que cinq ans et recouvra la liberté en 1967.

Quinze ans plus tard, en 1982, une dernière amnistie devait lui assurer une retraite heureuse : Jouhaud, en même temps que sept autres officiers généraux pro-OAS, était réintégré dans le cadre de réserve de l'armée, avec reconstitution complète de sa carrière.

A qui devait-il cette ultime fleur ? A un ancien partisan de l'Algérie française, qui ne manquait pas d'amis à l'extrême-droite et devenu depuis peu président de la République « de gauche » : François Mitterrand.

J.F.

Enterrement de Poulet-Dachary Le Pen et des enfants de chœur. Que c'est émouvant l'innocence

POULET AU VINAIGRE

Lors de « l'Université d'été » du Front National qui s'est tenue à Toulon, Le Pen s'est à nouveau solidarisé avec le numéro deux de la mairie de cette ville, Poulet-Dachary, qui venait d'être retrouvé mort quelques jours plus tôt. Il a déclaré qu'il s'agissait « *bien évidemment d'un assassinat politique, dans un département où règnent encore les méthodes de la mafia* ». Les assassinats dans cette région, il y en a eu en effet un certain nombre, dont celui de Yann Piat qui fut un temps élue du Front National.

Il est vraisemblable que Poulet-Dachary a été assassiné. Mais pour quel motif, on n'en sait rien. Politique ? Il y a bien d'autres hypothèses. Poulet-Dachary était président du syndicat intercommunal des transports en commun de l'agglomération toulonnaise. C'est un poste où l'on voit passer beaucoup d'argent.

Et puis, comme l'ont dit les médias, il fréquentait les boîtes de nuit gay et, selon un de ses proches, il avait toujours beaucoup d'argent sur lui. Il rentrait, selon ses voisins, souvent complètement ivre chez lui. Déjà victime d'une agression le 16 juin 1994, le Front National avait parlé à ce sujet d'une agression raciste. Mais il s'était ensuite avéré qu'il s'agissait d'une bagarre de compagnons de nuit… Alors, affaire politique ? Affaire de gros sous ? Affaire de mœurs ?

Le Pen défend Poulet-Dachary « *pour son courage, son sacrifice, son martyre* » et le maire de Toulon avait parlé « *d'un homme de foi et de conviction* ». On ne sait sur quoi débouchera l'enquête, mais d'ores et déjà cette affaire met quelque peu à mal le slogan du Front National « *tête haute et mains propres* »…

André VICTOR

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 17 600 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Bombes artisanales à Paris, bombes nucléaires à Mururoa

LES ASSASSINS DE L'OMBRE... ET CEUX QUI NOUS GOUVERNENT !

Après les bombes du RER Saint-Michel et de l'Étoile, après celle du marché Richard-Lenoir et celle désamorcée à temps dans le 15e arrondissement de Paris, une autre a sauté mardi 5 septembre. Mais cette fois il s'agissait d'une bombe nucléaire, la première de la série que l'armée française va faire sauter à Mururoa.

Pour mettre des bombes dans le métro, dans un quartier touristique, sur le passage d'un TGV, dans un marché le dimanche matin, ou dans un quartier populaire, il faut être bien lâche évidemment mais, en plus, avoir un mépris souverain pour la population.

Comment pourrait-on espérer, avec de tels actes, obtenir de la sympathie et un soutien moral pour la cause qu'on prétend défendre ? On sait d'avance qu'on ne le pourra pas et si on le fait quand même, c'est qu'on s'en moque.

La cause de ces gens, dont on ignore qui ils sont, ne peut être que contraire aux intérêts mêmes de ceux qu'ils prétendraient défendre, car cela ne peut être qu'une cause opposée aux intérêts des peuples, quels qu'ils soient.

En réalité, les gens qui sont derrière cela n'ont que faire de déclencher la haine contre ceux qu'ils prétendent représenter. Au contraire, cela les arrange. Si ceux dont ils se prétendent les porte-parole se retrouvent ainsi isolés, en butte à l'hostilité de tout le monde, ils n'auront d'autre choix que de se jeter dans leurs bras.

C'est cela, cette politique. Le pire étant qu'en face, on ne donne à la population visée – toute la population du pays – pas d'autre choix que de faire confiance au gouvernement, c'est-à-dire à des gens qui ne représentent pas spécialement ses intérêts. Et la boucle est bouclée, chacun est rejeté sous la protection de ses adversaires.

Cependant, la bombe que l'État français vient de faire exploser dans le Pacifique montre que les assassins de l'ombre n'ont pas le monopole d'un terrorisme qui peut frapper des innocents ou n'importe qui.

On pourrait croire que les bombes de Mururoa n'ont aucun rapport avec les bouteilles de gaz et les cocottes-minute de ceux qui commettent des attentats ici. Mais pourquoi, aujourd'hui, des bombes nucléaires ? Pourquoi vouloir affirmer aux yeux du monde qu'on est capable d'en faire exploser, donc de s'en servir ? Pourquoi, sinon pour faire peur à ceux qui n'en ont pas ou qui en ont moins ?

De quel ennemi puissant ces armes pourraient-elles nous protéger ? De la Russie ? Des USA ? de l'Angleterre ? De la Chine ? Non ! Ceux que nos gouvernants veulent impressionner ou qu'ils veulent terroriser, ce sont des pays, peut-être peuplés, mais pauvres, n'ayant pas la même puissance dévastatrice à leur service. Et si de telles armes venaient à être utilisées, combien de victimes civiles, de victimes innocentes feraient-elles ?

Il s'agit-là aussi de terrorisme, mais à grande échelle.

Une vision hypothétique, cela ? Malheureusement non. Un génocide a fait, l'an dernier, 500 000 morts au Rwanda, un pays dont le gouvernement, celui des auteurs du génocide, était le protégé du gouvernement français et de son armée. Laquelle armée a été retirée juste à la veille du début du massacre. Aujourd'hui la France fournit encore des armes au Zaïre, pays de dictature, adversaire et voisin du nouveau pouvoir au Rwanda.

Quand il y a eu ces massacres, aucune grande puissance ne s'est émue. Il y a eu infiniment plus de morts et de victimes de toute sorte qu'en Yougoslavie mais il n'y a pas eu même l'ombre d'un Casque bleu en vue et encore moins d'intervention. Les grandes puissances sont intervenues au Koweit pour défendre une monarchie réactionnaire contre l'État de Saddam Hussein, il est vrai tout aussi réactionnaire, mais elles n'ont rien fait pour le Rwanda.

La France n'a pas la puissance militaire, en hommes et en matériel, qu'ont les USA. Mais elle veut prouver qu'elle a la puissance nucléaire et qu'elle pourrait s'en servir sans l'aide de quiconque, contre un pays qui ne serait défendu ni par la Russie, ni par les USA, ni par aucune autre grande puissance.

Cela n'excuse pas les assassins qui mettent des bombes artisanales ici, mais cela veut dire que ceux qui nous dirigent n'ont pas plus de conscience morale.

La seule différence, c'est que les cocottes-minute et les bouteilles de gaz sont des armes d'assassins pauvres, tandis que les bombes nucléaires sont les armes d'assassins riches.

Fonction publique

NON AU GEL DES SALAIRES !

On va maintenir l'emploi dans la fonction publique mais pas question de revaloriser les salaires en 1996, a annoncé Alain Juppé aux syndicats et patrons reçus à Matignon, lundi 4 septembre.

Selon le gouvernement, les fonctionnaires doivent se contenter de la sécurité (jusqu'à quand ?) de l'emploi. Chirac a d'ailleurs insisté mardi 5 septembre, sur France 2, en parlant de cette décision comme d'une mesure élémentaire de solidarité alors qu'il y a tant de chômeurs, de pauvres, de malheureux... En somme, messieurs les fonctionnaires, vous avez un emploi, vous ne voudriez pas, en plus, avoir une augmentation de salaires ?

Juppé n'a donc besoin ni de Madelin ni de personne pour s'asseoir sur un accord signé par le gouvernement précédent, en 1993, concernant l'augmentation des salaires des fonctionnaires. Cet accord ne prévoyait pourtant rien de très mirobolant mais seulement deux revalorisations, de 1,2 % en mars, et de 1,4 % en novembre. Mais ces 2,6 % sont accusés de coûter une fortune au budget de l'État et de creuser le déficit.

En fait, ce sont les fonctionnaires dans leur ensemble que Juppé et Chirac désignent comme des égoïstes qui, non seulement auraient un emploi à peu près garanti contrairement aux travailleurs du secteur privé mais, de plus, en réclamant des augmentations de salaires, feraient preuve du plus grand culot. C'est tout juste s'ils n'ajoutent pas qu'ils coûtent trop cher et ne font rien, ou pas grand-chose.

Tous les fonctionnaires ne sont pas logés à la même enseigne. Et puisque l'on parle de solidarité et qu'il s'agit de faire des économies, il y aurait certainement des coupes franches à pratiquer dans les salaires (et les rangs) des sommets de l'armée, des hauts cadres des administrations, des ministères, des Postes, du Trésor, de la Justice, de l'appareil d'État. Ceux-là sont largement servis en salaires, primes, avantages divers, appartements et voitures de fonction, et ne souffriront certainement pas de ne pas recevoir en 1996 les 2,6 % d'augmentation !

Mais ce sont les travailleurs du rang de la fonction publique, les postiers, les petits employés, les enseignants, qui feront les frais de la politique de Juppé-Chirac... S'ils se laissent faire !

LE RMI DANS LA LIGNE DE MIRE

« Le RMI (...) est une sorte de prison sans barreaux qui ne permet pas d'insérer, qui démobilise et n'incite pas à travailler ».
Une déclaration d'Alain Madelin ? Pas du tout. C'est d'Alain Juppé, le Premier ministre, qui entend bien dans sa future loi-cadre contre l'exclusion diminuer le nombre des bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion.

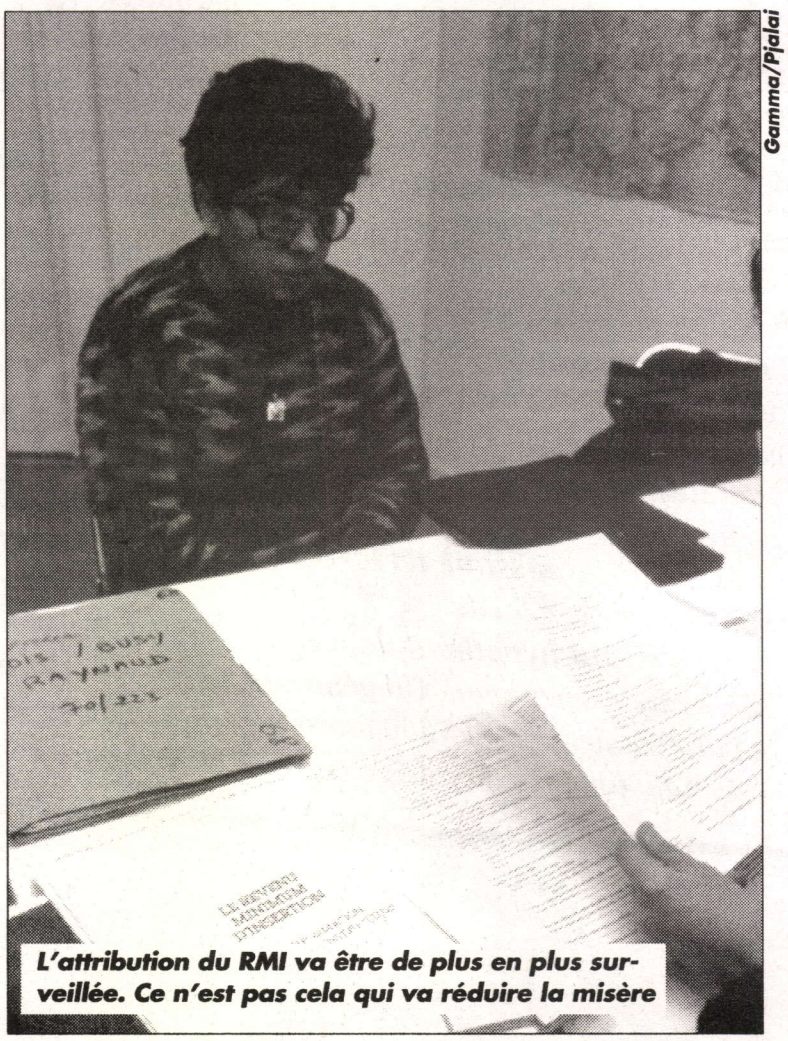
Depuis juillet dernier, le RMI est sur la sellette. Après avoir nettoyé les chiffres du chômage, le gouvernement entend maintenant diminuer le nombre de RMIstes. Pour cela, comme hier on montrait du doigt de prétendus chômeurs millionnaires, voici maintenant venu le temps d'épingler ceux à qui le RMI a été attribué avec abus.

Avec près d'un million de bénéficiaires, soit une progression de 20 % depuis un an, le RMI coûterait trop cher. Pourtant que sont les 32 milliards dépensés l'an dernier pour le RMI, à côté des 100 milliards empochés par le grand patronat, ou des 100 autres milliards de trou laissé par des directeurs du Crédit Lyonnais ?

Pour justifier son intervention contre les bénéficiaires du RMI, le gouvernement se sert de ce qui se dit dans l'entourage du ministre de l'Intégration, Raoult : la fraude au RMI concernerait 10 % de ce qui leur est versé, soit 3,2 milliards.

Et qu'importe si ce n'est pas l'avis des responsables du RMI – qui estiment la fraude assez réduite, car c'est la prestation sociale la plus contrôlée – du moment que le gouvernement dispose d'un prétexte commode pour réduire l'attribution du RMI.

Juppé envisage de le faire attribuer désormais par des commissions cantonales censées voir de plus près la situation réelle des candidats au RMI. Il s'agit de commissions créées dans les années Trente pour contrôler les attributions de prestations sociales, et tombées en désuétude depuis. Ces commissions, composées de maires, de conseillers généraux ou de fonctionnaires désignés par le préfet, seraient réactivées pour remplir le rôle actuellement dévolu aux caisses d'allocations familiales et mieux enterrer les RMIstes.


Gamma/Pjalat

L'attribution du RMI va être de plus en plus surveillée. Ce n'est pas cela qui va réduire la misère

Des commissions locales d'insertion, dépendant des conseillers généraux, ont déjà pour mission de conclure avec les RMIstes des contrats d'insertion professionnelle. Actuellement un tiers des RMIstes seraient régis par ce type de contrat. Les commissions réactivées – si elles voient le jour – auraient donc pour fonction d'accélérer ce processus.

Car quoi de plus insupportable, aux yeux du Premier ministre, qu'un RMIste qui se goberge sans travailler avec 2325 F par mois s'il vit seul ou 3488 F en couple, alors que cet argent serait tellement mieux entre les mains du grand patronat, cet assisté de luxe qui, lui, ne peut vivre et prospérer sans la manne constamment renouvelée de l'État.

Jacques FONTENOY

Quand la SNCF prend le voyageur pour un pigeon

Depuis le 23 août, les billets de train à destination des gares de banlieue sont tarifés non plus à partir de la gare de départ, mais depuis Paris-section urbaine, c'est-à-dire en incluant automatiquement et obligatoirement le prix d'un ticket de métro. Un exemple : le trajet aller simple Paris-Meaux coûtera désormais 38 F au lieu de 34 F, soit plus de 10 % d'augmentation, et ce, même si on achète son billet dans la gare de départ elle-même, c'est-à-dire sans avoir aucun usage nécessaire du métro.

Pour les détenteurs d'une carte orange 2 zones (Paris intra muros), cela revient à leur faire payer une deuxième fois leur billet de métro !

Comme le dit la publicité de la SNCF : *« Les transports publics en Ile-de-France, c'est simple »*... C'est surtout simplement l'arnaque !

Le programme social du gouvernement

PRENDRE AUX CHÔMEURS POUR AIDER LES PATRONS

Alain Juppé a confirmé lundi 4 septembre devant les journalistes que l'État n'entendait pas assurer ses engagements vis-à-vis de l'UNEDIC, sous prétexte que les caisses de l'assurance-chômage sont équilibrées. L'État entend ainsi économiser, sur le dos des chômeurs, une partie des 12,5 milliards de francs qu'il s'était engagé à verser à cet organisme.

Le gouvernement Balladur s'était engagé, en échange d'une augmentation des cotisations, à ce que l'État contribue à hauteur d'une dizaine de milliards par an aux caisses de l'UNEDIC. C'était bien la moindre des choses; les gouvernements successifs ont avalisé les plans de licenciements des entreprises et l'État lui-même ne se gêne pas pour supprimer par dizaines de milliers les emplois dans les services publics ! Aujourd'hui, il n'est pas question de baisser les cotisations des salariés, mais le gouvernement voudrait bien diminuer sa contribution…

C'est qu'il lui faut des dizaines de milliards pour financer son fameux Contrat-Initiative-Emploi destiné, selon ses dires, à faciliter l'embauche de chômeurs de longue durée. Déjà, lors des élections présidentielles, Chirac avait admis que le financement de son plan anti-chômage passait par une «rené-gociation» avec l'UNEDIC; car son idée est de verser aux patrons une partie des allocations des chômeurs qu'ils embaucheront.

Les patrons vont donc sans doute embaucher des chômeurs de longue durée, mais en lieu et place de travailleurs qu'ils vont licencier pour pouvoir bénéficier de ce Contrat-Initiative-Emploi. Et il y aura toujours autant de chômeurs et même sans doute plus car, indépendamment de ces remplacements prévisibles, nombre d'entreprises ont prévu de réduire encore leurs effectifs. Mais si le nombre de chômeurs va sans doute encore augmenter, l'argent dont disposera l'UNEDIC va se réduire.

Pour subventionner les patrons, le gouvernement n'hésite pas à puiser dans ce qui est dû aux chômeurs, exactement comme il veut prendre aux RMIstes sous prétexte de favoriser leur réinsertion ! Le rôle de ce gouvernement tout au service des patrons est bien de pressurer, par les impôts, la TVA, les hausses de tarifs des transports publics, les augmentations de cotisations et les diminutions des allocations, toute la population laborieuse, y compris la plus démunie, retraités et même chômeurs et RMIstes, pour continuer à faire un pont d'or au patronat. Et tout cela en prétendant faire des efforts inouïs pour lutter contre le chômage !

C'est de la provocation envers toute la classe ouvrière, car enfin la seule façon de lutter contre le chômage serait, au contraire, d'arrêter immédiatement toutes les subventions distribuées si généreusement au patronat sans la moindre contrepartie et sans que cela crée un seul emploi de plus, et d'utiliser cet argent pour embaucher dans la fonction publique, où il faudrait créer des centaines de milliers d'emplois qui manquent dans les écoles, les hôpitaux, les transports publics, etc. Il faudrait contraindre les patrons en leur interdisant de licencier, en menaçant de réquisitionner leurs entreprises s'ils osent licencier, et en mettant la menace à exécution s'ils passaient outre, plutôt que de continuer, comme tous les gouvernements l'ont fait depuis vingt ans, à leur faire cadeau sur cadeau à fonds perdus avec l'argent qu'on va chercher dans la poche des travailleurs.

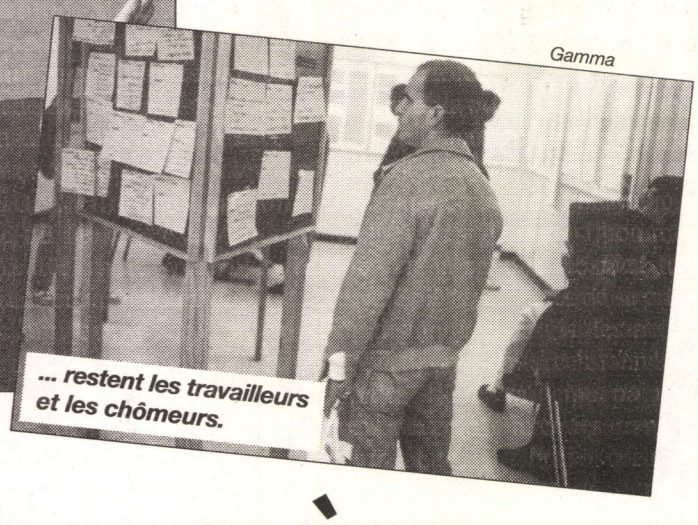
Le gouvernement actuel, comme ceux qui l'ont précédé, se moque bien de lutter contre le chômage. C'est un argument électoral, rien de plus. Une fois les élections passées, les gouvernements se mettent au travail pour satisfaire au mieux les patrons et, en bon larbin des riches, chacun fait du zèle pour satisfaire ses maîtres mieux encore que le gouvernement précédent.

A ce rythme-là la situation du monde ouvrier ne peut que se dégrader de plus en plus vite… jusqu'au jour où les travailleurs se donneront les moyens d'imposer au patronat et au gouvernement leurs propres solutions !

Dominique CHABLIS

AFP

L'Etat ne veut pas payer, le patronat non plus...



Gamma

... restent les travailleurs et les chômeurs.

CHIFFRES DU CHÔMAGE

MÊME LE MINISTÈRE N'Y CROIT PLUS

Tout en annonçant le chiffre de 2 911 700 chômeurs en juillet, soit une baisse de 0,8 % par rapport aux résultats de juin, le ministère du Travail reconnaît lui-même que ces statistiques *«doivent être interprétées avec prudence».*

Il y a de quoi. D'abord parce que la définition du demandeur d'emploi a récemment été modifiée et ne prend plus en compte les personnes ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois. A l'heure où le travail à temps partiel imposé et les contrats précaires ne cessent de se développer, ce nouveau mode de calcul arrange bien le tandem Chirac-Juppé. Il a au moins fait disparaître 300 000 chômeurs des chiffres officiels.

A cela s'ajoutent les erreurs liées à la nouvelle carte de pointage, qui ont entraîné des milliers de radiations injustifiées. L'ANPE elle-même avoue qu'avec ce changement, le taux d'erreur a doublé, passant à 3 %, ce qui représente quelque 90 000 radiations abusives !

Par ailleurs, le nombre de chômeurs indemnisés par les Assedic a diminué deux fois plus vite que les chômeurs officiellement recensés. La baisse atteint 1,9% entre juin et juillet. Autrement dit, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux à être pris en charge par les régimes d'assurance. Quant à ceux qui le sont et reçoivent une allocation, ils sont de moins en moins nombreux à entrer dans le cadre du régime général (1 738 900 indemnisés, soit 6,3 % de moins en un an). En revanche, le nombre des chômeurs devant survivre avec l'allocation du Fonds de solidarité a progressé de 8,3 %. On sait que cette allocation est versée à certains chômeurs de longue durée qui ont épuisé leurs droits; cette augmentation reflète donc directement l'allongement de la durée du chômage.

Autre reflet de la dégradation du marché du travail : plus de 450 000 dossiers d'indemnisation ont été déposés aux Assedic en juillet.

Malgré cela, le gouvernement continuera à nous dire que le chômage recule, voire à nous déclarer que le revenu des chômeurs doit être taxé comme s'il s'agissait de privilégiés.

Conférence mondiale des Femmes

L'ORDRE IMPÉRIALISTE S'ACCOMMODE DE TOUTES LES OPPRESSIONS

Les discours officiels qui ont marqué l'ouverture de la quatrième Conférence mondiale des Femmes à Pékin, le 4 septembre, n'ont fait que souligner l'hypocrisie et le caractère publicitaire de cette grand-messe rituelle orchestrée par les Nations unies.

En saluant le rôle de l'ONU dans la défense des droits des femmes, le secrétaire général de cette organisation, Boutros Boutros-Ghali, n'a pas jugé bon, évidemment, de mentionner par exemple le soutien apporté par l'ONU lors de la guerre du Golfe aux dictatures de la région. Qu'importe si au Koweit les femmes sont privées du droit de vote de par le bon plaisir de la famille régnante ou si en Arabie Saoudite elles sont privées de tout droit au nom de la charia islamique. Ce ne sont pas de tels détails qui peuvent entraver la marche des intérêts supérieurs de l'impérialisme et de son «ordre mondial»!

Que pourrait-on attendre d'autre d'ailleurs d'une conférence articulée autour de personnalités aussi «représentatives» des femmes que la reine Fabiola de Belgique, Hillary Clinton ou son homologue française Bernadette Chirac? Aussi bien la teneur des discours que la composition des délégations autorisées à assister à cette conférence illustrent bien à quel point les droits de la femme pèsent peu dans l'ordre impérialiste.

C'est Benazir Bhutto, par exemple, Premier ministre du Pakistan qui, ayant jeté aux orties les idées anticléricales qui avaient été les siennes pour revenir au pouvoir, a fait l'unanimité des participants par une envolée lyrique en faveur d'un «*Islam tolérant*». Qu'importe si, au Pakistan, la «tolérance» de son régime envers les intégristes s'est doublée d'une répression féroce contre tous ceux, y compris dans les rangs du propre parti de Bhutto, qui s'opposaient aux pratiques moyen âgeuses prônées par les religieux. Benazir Bhutto peut bien s'adresser avec des trémolos dans la voix à ses «sœurs» des pays arabes, au Pakistan ce sont justement les femmes qui ont été les premières à payer le prix de sa démagogie politicienne.

Il ne faut pas s'étonner d'ailleurs si ce parterre de politiciens et de personnalités des quatre coins du monde, soigneusement sélectionnés pour qu'aucune fausse note ne vienne déranger l'ordonnancement de la cérémonie, peut se trémousser d'aise à de pareils discours et frayer sans la moindre vergogne avec les représentants officiels des régimes les plus notoirement misogynes de la planète. Quelques mots de commisération et beaucoup de bonnes paroles ne coûtent rien. Et si ces régimes se montrent de fidèles garants de l'ordre des riches, les femmes qui les subissent n'ont qu'à prendre leur mal en patience et attendre... la cinquième Conférence mondiale de la Femme que l'ONU ne manquera pas d'organiser d'ici quelques années.

F. R.

«Année Internationale des femmes» il y a vingt ans, «Conférence Mondiale» aujourd'hui, le même bla, bla, bla...

Israël

Après l'attentat de Jérusalem

LES «POURPARLERS DE PAIX» AVANCENT... SUR FOND DE GRANDES MANŒUVRES POLICIÈRES

L'attentat du 21 août à Jérusalem, qui a fait cinq morts dont la supposée militante du Hamas porteuse de la bombe, n'aura pas interrompu ce qu'on appelle officiellement le *«processus de paix»*, engagé depuis la signature des accords d'Oslo en septembre 1993. Dimanche 27 août, un accord a en effet été signé entre Israël et l'OLP élargissant l'autorité des pouvoirs palestiniens en Cisjordanie occupée à huit nouveaux secteurs d'activités civiles : travail, industrie, agriculture, municipalités, énergie, assurances, statistique et services postaux.

Mais à l'arrière-plan de ces accords demeurent les déploiements policiers de l'État israélien pour tenter de démanteler les réseaux terroristes du Hamas, le mouvement islamiste palestinien opposé aux accords entre l'OLP et Israël. Ils se sont traduits par six jours de bouclage de cette même Cisjordanie précisément, et à partir du lundi 28 août, de la ville de Jéricho seule (unique ville de Cisjordanie à être sous gouvernement palestinien). Tout cela dans le but de faire pression sur le chef de l'OLP, Yasser Arafat, de qui le gouvernement israélien exige qu'il lui livre deux militants du Hamas supposés être impliqués dans les attentats suicide. Pour ne pas se discréditer complètement aux yeux de la population palestinienne, celui-ci a préféré condamner les deux intégristes à des peines de prison par une procédure judiciaire spéciale et surtout accélérée, ce qui lui permet, légalement, de ne pas être en demeure de les livrer aux autorités israéliennes. Cela ne suffit pourtant pas aux gouvernants israéliens qui ont pris, entre autres mesures, celle de fermer trois autres institutions palestiniennes sises à Jérusalem-Est, et qui menacent de la même sanction la Maison d'Orient, qui serait un fief de l'OLP dans la même ville. Une manière de concession à l'extrême-droite religieuse israélienne qui réclame l'éviction de toutes les institutions palestiniennes de Jérusalem.

Cela n'empêche pas un responsable du ministère des Affaires étrangères israélien de constater : *«Dans le passé, l'autorité palestinienne n'arrêtait pas les terroristes. Cette fois-ci, non seulement ils ont été interpellés, mais en plus jugés et condamnés. C'est un pas dans la bonne direction.»*

Pour les dirigeants israéliens, mais aussi pour les dirigeants palestiniens qu'ils ont réussi à se subordonner, la *«bonne direction»* c'est l'enfermement de tout un peuple dans des territoires peau-de-chagrin. En échange de postes de gouvernement, les dirigeants de l'OLP se sont montrés prêts à collaborer avec ceux d'Israël contre les opposants palestiniens, et finalement contre la population palestinienne elle-même.

Mais c'est toute la situation faite au peuple palestinien qui engendre la révolte, et aucune surenchère policière n'y pourra rien. Reste qu'il faudrait que cette révolte ne soit pas dévoyée par les intégristes, mais trouve la voie d'une lutte émancipatrice qui rassemble toutes les populations pauvres de la région, tant palestinienne qu'israélienne d'ailleurs. C'est la seule voie qui permette d'espérer en un avenir débarrassé des barreaux et des gardes-chiourme qui vont avec.

Jacques VENNES

SALES MÉTHODES AU SERVICE D'UNE SALE POLITIQUE

Suite aux récents attentats qu'a connus Israël, la polémique est repartie de plus belle sur ce que certains appellent par un euphémisme des *«interrogatoires spéciaux»*, c'est-à-dire l'emploi de la torture par le Shin Beth, la sûreté intérieure israélienne. Celle-ci était déjà autorisée depuis septembre 1994 à recourir à des *«interrogatoires musclés»* contre des détenus supposés posséder des informations concernant un attentat imminent. Mais après le dernier attentat à Jérusalem, où deux militants du Hamas détenus par le Shin Beth auraient avoué en avoir été les organisateurs, après coup, c'est le Premier ministre israélien lui-même, Yitzhak Rabbin, qui réclame l'extension de l'emploi des *«pressions physiques»* pour empêcher, selon lui, le sang de couler; et de pester contre les *«belles âmes»* qui s'arrêtent devant les droits de l'homme.

Mais l'emploi de la torture comme seul moyen de lutte efficace contre le terrorisme, c'est l'argument de toutes les armées et polices du monde. C'était notamment celui de l'armée française durant sa sale guerre en Algérie.

C'est d'ailleurs un «argument» si universel, que la police palestinienne utilise les mêmes méthodes dans les Territoires qu'elle contrôle, comme l'a dénoncé une organisation humanitaire israélienne dans un récent rapport. Dans ce dernier cas elle serait même employée sur des personnes soupçonnées de vol, de prostitution ou d'adultère. Histoire sans doute de concurrencer les intégristes du Hamas sur leur terrain moral.

On voudrait montrer à la population palestinienne qu'aucun État ne sera le sien tant qu'il ne sera pas placé sous son contrôle étroit et direct, qu'on ne s'y prendrait pas mieux.

J. V.

Allemagne

VOLKSWAGEN VEUT IMPOSER LES HORAIRES À SA DEMANDE

On a beaucoup parlé, en son temps, de l'accord sur la réduction du temps de travail chez Volkswagen. Mais voilà que la direction du puissant groupe automobile allemand s'oppose à la simple reconduction, fin décembre prochain, de cet accord signé au début de 1994 avec le syndicat IG Metall et qui avait instauré la semaine de 28,8 heures de travail hebdomadaire en quatre jours.

Cet accord, qui avait été présenté à l'époque comme très favorable aux travailleurs, ne l'était qu'à condition de ne pas y regarder de trop près. Mais maintenant la direction entend imposer des conditions de travail et de salaires encore dégradées aux 95 000 salariés du groupe, tout en pratiquant, comme en 1994, un véritable chantage à l'emploi.

La direction annonce en effet qu'au cours des quatre prochaines années, elle devra supprimer pas moins de 30 000 emplois. Non parce qu'il y aurait une nouvelle crise de l'automobile en perspective, mais parce qu'elle prévoit une augmentation de 30 % de la productivité au cours de la même période ! On voit une fois de plus comment, dans la société capitaliste, le progrès technique, loin d'être mis au service des hommes, pour alléger leur charge de travail et améliorer leurs conditions de vie, devient une véritable calamité pour les travailleurs, menacés d'être privés de moyens de vivre.

Déjà en 1994, la direction de Volkswagen avait expliqué qu'une réduction du temps de travail hebdomadaire de 20%, avec perte de salaire de 12%, permettrait d'éviter la suppression de 30 000 emplois. Aujourd'hui, elle renouvelle à peu près le même chantage, expliquant qu'elle peut garantir les emplois pendant deux ans maximum, et encore : à condition que les travailleurs acceptent la flexibilité des horaires de travail ; l'augmentation de ceux-ci de 1,2 à 2,4 heures (non payées) par la réduction des pauses ; le travail du samedi considéré comme un jour normal et donc ne bénéficiant plus de la majoration actuelle de 50%.

Selon la direction de Volkswagen, il faut que les horaires de travail, ou plutôt que la vie des travailleurs, se plient aux exigences de la production, des profits à réaliser. Et pour cela la direction exige l'augmentation des cadences et de la productivité ainsi qu'un maximum de souplesse dans les horaires. Les heures travaillées au-delà si besoin de l'horaire réglementaire, sans majoration en heures supplémentaires, seraient éventuellement récupérées plus tard en temps, dans les périodes creuses de production.

Un tel accord, s'il était signé, serait défavorable non seulement aux travailleurs de Volkswagen, mais plus largement à l'ensemble des ouvriers de la métallurgie du pays, dans la mesure où la politique du groupe peut avoir valeur d'entraînement pour l'ensemble du patronat allemand. A l'heure actuelle, pour s'opposer aux projets de la direction, les travailleurs de Volkswagen sont appelés à des débrayages par le syndicat IG Metall. Mais pour qu'un accord ne soit pas une nouvelle fois signé aux dépens de leurs conditions de travail et de salaires, il leur faudra surtout compter sur eux-mêmes.

L. P.

Grande-Bretagne

DES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES SORDIDES ET INHUMAINES

Une série de faits divers, impliquant des patients en traitement affectés de troubles mentaux graves, a défrayé la chronique en Grande-Bretagne au cours des derniers mois. Dans certains cas, des patients pris de crise de démence dans des lieux publics ont fait des victimes. Dans d'autres les patients ont été les victimes. Le cas le plus sordide a été celui de ce malade aphasique qu'on a retrouvé mort de faim dans son logement fin août parce que les services municipaux, le croyant vide, en avaient muré les accès.

Pris entre leur démagogie sécuritaire et leur soutien pour la «révolution» que le gouvernement Major prétend avoir introduit dans la Santé publique, des députés conservateurs se sont quand même sentis obligés de poser quelques questions. Et il en a résulté un beau scandale qui, depuis, n'a cessé de grossir.

Il faut savoir que, comme dans la plupart des pays riches cherchant à réduire leurs dépenses sociales, les grands hôpitaux psychiatriques sont devenus, il y a quelques années, la cible des experts officiels en réductions budgétaires. Trop lourds et surtout trop chers, ces hôpitaux devaient disparaître. Mais comme il fallait bien trouver des raisons moins sordides, on a exhumé des tiroirs un vieux rapport défendant l'idée de la réintégration des malades mentaux légers dans la vie sociale, objectif louable en soi s'il n'avait servi de prétexte à des économies criminelles.

Dans un premier temps, des petits centres ont été créés, abritant chacun au maximum une dizaine de malades triés sur le volet, supervisés pendant la journée par des infirmiers qui faisaient appel à un médecin hospitalier en cas de nécessité. En plus, les services sociaux municipaux avaient à charge de s'occuper de la réinsertion des patients. En terme de personnel, l'économie était considérable, d'autant que pendant ce temps on fermait des ailes entières dans les hôpitaux psychiatriques.

Puis les bureaucrates ont commencé à rechigner à débloquer des fonds pour de nouveaux centres, tout en exigeant que les effectifs traités dans les hôpitaux continuent à diminuer. Il a donc fallu faire de la place dans les centres existants et pour cela renvoyer les malades chez eux, aux soins de leurs familles, lorsque c'était possible.

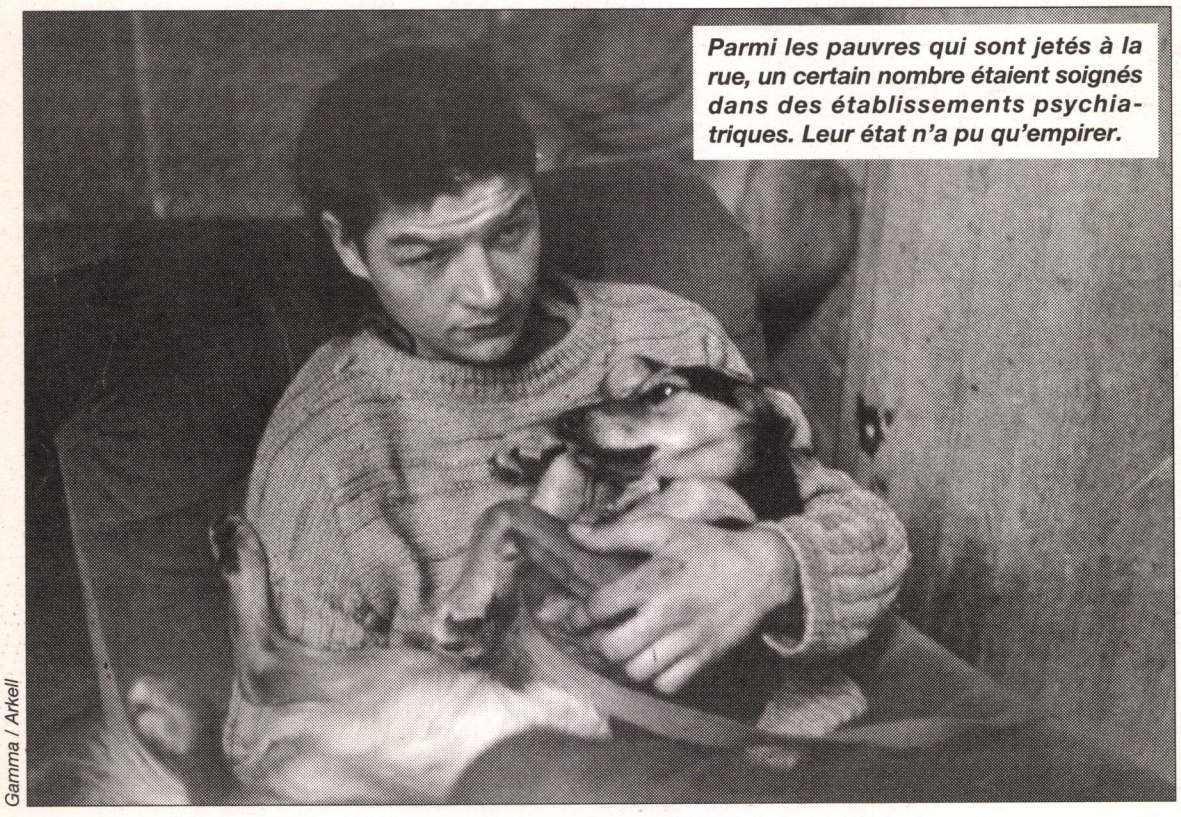
En théorie, la sélection des patients ainsi déplacés devait se faire sur des critères médicaux. En fait, les commissions qui en sont chargées sont composées pour moitié de médecins et pour moitié de gestionnaires dont la fonction est de «*lutter contre le gaspillage*» et qui tous ont des quotas de transferts à atteindre. Et les critères sont devenus d'autant plus élastiques que les pressions bureaucratiques devenaient plus fortes.

Au fil du temps, le suivi des patients «réintégrés» dans la communauté a commencé à se détériorer. Les infirmiers spécialisés étant jugés trop chers, on les a remplacés la plus grande partie du temps par des agents temporaires qui n'avaient pas le statut de la Santé publique et qu'on pouvait donc payer moitié moins. Les visites des médecins se sont espacées. Puis, comme il n'était pas question d'embaucher, les travailleurs sociaux des municipalités, à qui on demandait de faire ce travail en plus de leurs tâches normales, ont fini eux aussi par espacer leurs visites et les patients se sont retrouvés de plus en plus souvent livrés à eux-mêmes, sans soutien d'aucune sorte.

Le pire c'est qu'il apparaît aujourd'hui qu'un budget de près d'un milliard de francs par an, qui aurait dû être transféré de la Santé publique aux services sociaux des municipalités pour leur permettre d'embaucher du personnel supplémentaire, semble avoir disparu. Où, nul ne sait, sauf bien sûr les gestionnaires, qui pour l'instant se taisent obstinément.

Au bilan, en six ans, plus de la moitié des places en hôpitaux psychiatriques ont disparu. Aucune statistique ne permet bien sûr de savoir le nombre des patients dont l'état s'est aggravé pendant ce temps. Ce qui est sûr c'est que, dans les calculs des ministres en mal de réduire les budgets sociaux, leur vie et leur santé ne pèsent pas lourd.

François ROULEAU



Parmi les pauvres qui sont jetés à la rue, un certain nombre étaient soignés dans des établissements psychiatriques. Leur état n'a pu qu'empirer.

Gamma / Arkell

Ex-Yougoslavie

CE N'EST PAS AU BÉNÉFICE DES PEUPLES QUE SE FAIT L'INTERVENTION OCCIDENTALE

Bombardement sur Pale, la « capitale » des Serbes de Bosnie

Zamur/Gamma

Les actuels développements diplomatico-militaires en Bosnie marquent, selon toute apparence, un tournant dans le déroulement de la guerre qui, depuis quatre années, n'en finit pas de déchirer l'ex-Yougoslavie.

Plus que les déclarations officielles des représentants des grandes puissances, les raids de l'OTAN et de la Force de Réaction Rapide (créée en juin dernier) qui viennent de se succéder sur les positions serbes autour surtout de Sarajevo apparaissent comme une indication concrète de cette évolution. Certes, l'OTAN a déjà opéré quelques interventions aériennes en Bosnie au cours de 1994, mais elles étaient restées symboliques. Cette fois, la répétition, l'ampleur et les objectifs précisément visés depuis le 30 août semblent bien indiquer une nouvelle volonté de la part des dirigeants américains, sur lesquels les autres dirigeants occidentaux se sont alignés.

Et la réaction immédiate des chefs nationalistes serbes de Bosnie en a été, à sa manière, une confirmation : dès le 29 août, Karadzic faisait savoir qu'il se ralliait aux propositions territoriales contenues dans le « plan » américain, et il acceptait officiellement que les chefs de Belgrade négocient en leur nom avec les Occidentaux.

Amener les chefs serbes de Bosnie à composition...

Jusque-là, en effet, les chefs de guerre qui se posent en représentants des Serbes bosniaques faisaient obstacle au processus officiel de négociations : ils restaient les seuls à en refuser le point de départ, à savoir le découpage de la Bosnie dans les proportions proposées par le « plan de paix » des grandes puissances de juillet 1994. Occupant militairement 70 % du terrain, ces Karadzic et autres Mladic détenaient évidemment des arguments de force pour refuser un partage qui prévoyait pour eux 49 % du territoire de la Bosnie, et 51 % pour les Musulmans et les Croates. (Rappelons qu'avant la guerre, la minorité serbe représentait environ 32 % de la population totale de la Bosnie).

Présentée comme une « initiative de paix », l'opération actuelle vise donc à les amener à composition, en tout cas à leur faire accepter de jouer le jeu de la négociation sous l'égide des puissances occidentales, des USA en premier lieu – même si la démarche américaine reste soigneusement dosée.

Mais rechercher un règlement de la crise dans l'ex-Yougoslavie n'est pas, pour les responsables impérialistes, rechercher « la paix ». Ce qu'ils veulent, c'est arracher une forme ou une autre d'acceptation du charcutage territorial de la Bosnie que les responsables américains promeuvent : un partage entre deux entités, serbe d'une part et croato-musulmane de l'autre. Dans cet esprit, l'administration américaine avait parrainé la création d'une « Fédération croato-musulmane » en mars 1994 ; et, bien sûr, chacune de ces « entités » serait plus ou moins rattachée à un des voisins, qui à l'État serbe de Belgrade, qui à l'État croate de Zagreb – pour ne pas dire qu'elles en seraient dépendantes.

...à la faveur de changements de rapports de forces sur le terrain...

Ces derniers mois avaient vu, pourtant, une recrudescence des hostilités : prise en otage de quelque 400 « Casques bleus » fin mai, offensive croato-musulmane à la mi-juin, attaques serbes contre les enclaves de Srebrenica et Zepa, dites « zones sous protection de l'ONU », en juillet, reconquête du fief sécessionniste serbe de la Krajina par l'armée croate début août... Mais ce n'est là un paradoxe qu'en apparence, car les notables modifications territoriales qui ont résulté des offensives militaires ont entraîné ce que les diplomates appellent un « rééquilibrage » du rapport des forces. Les chefs nationalistes des Serbes de Bosnie se sont retrouvés dans une position nettement moins favorable, affaiblis.

L'aide américaine en conseillers, en armes et en argent, a sans nul doute joué son rôle dans la nouvelle efficacité de l'armée musulmane-bosniaque, et sa coordination avec l'armée croate est allée dans le même sens. Sur le plan politique, en outre, on pouvait relever que l'armée croate a pu reconquérir le fief serbe de Krajina, ce qui était un coup direct contre la République contiguë des Serbes de Bosnie, sans que bougent les dirigeants de Belgrade – pour ne pas dire avec leur accord tacite.

... et avec la complicité du pouvoir serbe de Belgrade

Alors, l'administration Clinton – qui a ses préoccupations de politique intérieure, vu l'élection présidentielle américaine dans à peine plus d'un an – a-t-elle saisi l'occasion du changement de la situation sur le terrain pour manifester le rôle décisif qu'elle peut jouer sur la voie d'un règlement de la crise yougoslave ? On peut sans doute le supposer.

Dans ce cadre, Milosevic à Belgrade est devenu « l'homme-clé » de la paix en Bosnie ! Il a donné plusieurs gages de sa prise de distance vis-à-vis des petits chefs des régions sécessionnistes serbes ; il a en principe, pour sa part, accepté le plan des grandes puissances sur la Bosnie ; au moment de la crise des otages début juin il s'est posé quasiment en libérateur des Casques bleus détenus par les bandes armées de son ami Karadzic, que les médias aux ordres de Belgrade attaquent aujourd'hui... Certes, ces bandes serbes de Bosnie ont été un atout dans le jeu de Milosevic, mais il n'est sans doute pas fâché de les voir devenir plus « malléables » aujourd'hui.

En dépit de sa part directe de responsabilité dans le déclenchement de la guerre, en dépit du fait que l'essentiel de ce qui fait la force militaire des bandes de Karadzic et Mladic soit venu du pouvoir serbe (y compris encore tout récemment le recrutement de chair à canon parmi les jeunes hommes réfugiés en Serbie), ce Milosevic est en train de devenir l'incontournable homme de la paix dans l'ex-Yougoslavie, pour les dirigeants et les journalistes occidentaux !

Et la tactique consistant à isoler les chefs de guerre serbes de Bosnie, une poignée d'assassins nationalistes qu'on traduira même peut-être un jour, qui sait, devant un tribunal international à La Haye, est peut-être en passe d'aboutir. Mais de ce « rééquilibrage », l'État serbe lui-même ne sortira guère perdant.

Les dirigeants occidentaux prétendent tous officiellement protéger la Bosnie (avec Chirac dans le rôle de la mouche du coche dans cette affaire), mais leur « initiative de paix » ne débouchera – si même elle débouche, ce qui n'est pas encore joué – que sur une fiction de Bosnie indépendante. Les dirigeants comme Izetbegovic sauveront probablement la face, pour leur part, ils garderont une parcelle de pouvoir quelque part, mais les populations, elles, feront inévitablement, une fois de plus, les frais de ce qui se concocte, à Genève ou plus encore à Washington.

Sous la tutelle, ou plutôt sous la coupe, des États serbe et croate, elles vivront dans des régimes de dictature, même « ethniquement purifiés ».

Et de même sous la coupe d'Izetbegovic et de son réactionnaire parti unique, à Sarajevo. Rien ne sera réglé en fait, y compris dans le domaine de l'oppression nationale, sans parler de la misère économique. Tout cela sous la surveillance des grands pays capitalistes, patronnant une nouvelle redistribution territoriale qui reviendrait à consacrer leurs sphères d'influence respectives... et rivales, greffées sur les fiefs nationalistes rivaux locaux.

Christiane LE GUERN

SNECMA Villaroche
(Seine-et-Marne)

LES TRAVAILLEURS FONT LES COMPTES

Dans le cadre de la restructuration de ses différentes entreprises, la direction de la SNECMA a décidé de muter les 350 travailleurs de l'atelier du Bâtiment 3 de l'usine de Villaroche à l'usine de Corbeil.

Cela soulève bon nombre de problèmes pour les travailleurs concernés, sur le plan des salaires, des horaires, des conditions de transport, etc. Ils ont d'ailleurs marqué leur hostilité au projet de la direction, à tel point que celle-ci, au cours d'une belle nuit du mois d'août, a déménagé en douce la moitié des machines de l'atelier concerné, espérant mettre tout le monde devant le fait accompli et couper court à toute réaction des travailleurs... De ce point de vue, son coup a manqué. Même si tous n'étaient pas revenus de congé et si toutes les actions entreprises n'ont pas toujours été couronnées du succès espéré, nous n'avons pas désarmé pour exiger que nul ne soit lésé par l'opération de la direction.

Les derniers jours, le principal sujet de conversation portait sur les nouvelles lignes de cars et les primes que la direction a fini par lâcher aux travailleurs mutés. Parmi les primes, la plus importante, de près de 50 000 F, ne concerne qu'une minorité de salariés, parmi les plus anciens, habitant très loin de l'entreprise. Pour la plupart, les sommes sont inférieures mais la direction les présente comme l'équivalent du paiement des nouveaux frais de transport pendant plus de dix ans ! En fait, pour beaucoup d'entre nous, qui ont encore vingt ans et plus à travailler, la perte de pouvoir d'achat est importante. Selon la direction elle-même, 40 % du personnel seraient perdants dans ce déménagement. Il y aurait donc encore bien des garanties à arracher à la direction.

Mais jeudi 31 août et alors que les lettres convoquant les travailleurs pour le lundi 4 septembre à Corbeil se multipliaient, à l'assemblée quotidienne, l'ambiance était à la discussion des modalités de l'arrêt des actions plutôt qu'à celles de leur poursuite. La CFDT envisageait cependant de continuer tandis que la CGT proposait une motion rappelant les revendications et disant qu'en échange de la satisfaction de celles-ci les travailleurs étaient disposés à partir pour Corbeil.

Le fait est qu'il nous faudra nous battre pour obtenir compensation des pertes de salaire. Les travailleurs des équipes en particulier. Car l'horaire de Corbeil impose à l'équipe du soir de finir de travailler 1 heure 10 plus tard qu'à Villaroche, sans compter le temps de transport allongé... Les travailleurs des équipes estiment cependant que la seule solution pour obtenir des horaires de travail d'après-midi qui leur conviennent serait de s'allier et de lutter avec les travailleurs de Corbeil, quand ils les auront rejoints.

Autant dire que la direction aurait bien tort de croire qu'elle en a fini avec les mutés de Villaroche !

Correspondant LO

CHR de Bordeaux

AUGMENTATIONS INJUSTIFIABLES

Depuis des années, au CHR de Bordeaux, les prix de journée augmentent régulièrement. Il y a quelques années, c'était une fois par an ; ensuite c'est passé à deux fois. Mais cette année, c'est le comble, nous venons d'apprendre la troisième augmentation.

Et ce n'est pas rien : 209 francs par jour d'augmentation en Médecine depuis le début de l'année, soit 7,7 %. En Chirurgie : 262 francs, soit 7,6 % et en Spécialités coûteuses, 393 francs, soit là encore 7,6 %.

Qu'est-ce qui justifie de telles augmentations ? Les salaires n'augmentent pas ni les retraites, et le gouvernement se vante de l'inflation zéro et de la stabilité des prix !

Le gouvernement montre l'exemple en renchérissant les prix des services pour ponctionner toujours davantage les malades et la Sécurité sociale, tout en nous accusant de trop nous soigner.

Pour payer ces augmentations, dans quelques mois, sans doute, les mutuelles vont annoncer des augmentations de cotisations. Et ce n'est pas ça qui va arranger le « trou » de la Sécu !

Automobile

LE MARCHÉ SE DÉGRADE, LES TRAVAILLEURS PAYENT

Le marché automobile se dégraderait rapidement en France depuis juin. Après avoir été dopé artificiellement par la prime Balladur (5 000 F à la charge de l'État pour l'achat d'une voiture neuve remplaçant une voiture de dix ans et plus), le marché plonge depuis juillet-août. Et les carnets de commande pour le dernier trimestre sont en baisse.

Évidemment, dans le monde de l'automobile on parle de demander à l'État la prolongation de la «*prime à la casse*» arrêtée en juin. Et les constructeurs, quant à eux, prévoient des journées chômées pour le troisième trimestre. Pourtant cette régression du marché, après une hausse au premier semestre, était de toute façon prévisible et attendue et la hausse de deux points de la TVA n'a fait qu'aggraver la situation.

Dans ce contexte, les patrons de l'automobile continuent à programmer des plans sociaux et à moderniser leurs installations pour produire avec moins de main-d'œuvre fixe. Ils jouent donc sur les heures supplémentaires du samedi ou la main-d'œuvre précaire pour faire face aux aléas de la conjoncture. Les journées chômées sont imposées, au moins autant que par les fluctuations du marché, par la volonté d'obtenir du gouvernement l'assentiment et le financement partiel des plans sociaux (pré-retraite, etc.) programmés.

Les travailleurs de l'automobile en activité continueront, eux, à travailler de plus en plus. La flexibilité joue contre eux et la productivité augmente, sans que les salariés y trouvent une compensation en temps ou en argent. La crise de l'automobile, c'est d'abord la crise pour les travailleurs.

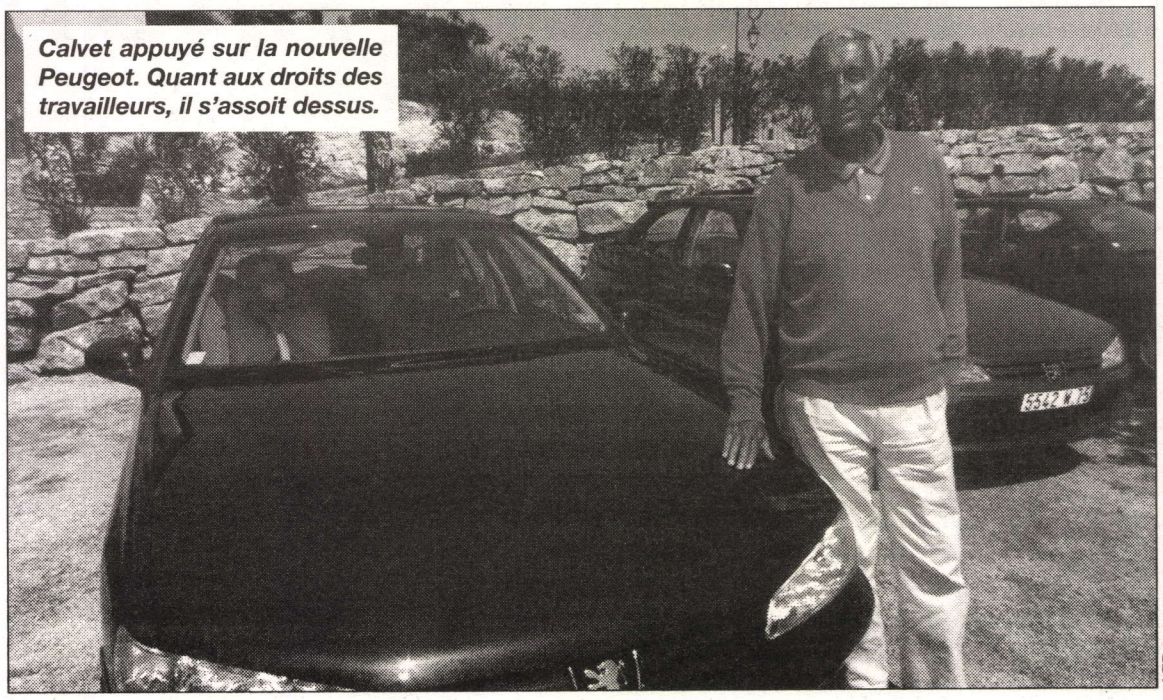
DES ÉCONOMIES DRAMATIQUES

En août 1994, un incendie à l'hôpital Chardon-Lagache à Paris dans le 16e, faisait six morts.

Le rapport d'expertise dévoile que le système de désenfumage, signalé défaillant depuis trois ans, n'avait pas été réparé, et que la commission de sécurité n'avait pas visité les lieux depuis octobre 1991.

D'autre part dans cette «maison de retraite médicalisée», 110 personnes âgées se trouvaient à la charge de huit soignants. Comment, dans ce cas-là, arriver à faire face ? D'autant plus qu'un des responsables de la sécurité reconnaît qu'à l'Assistance publique seul un employé sur deux a eu une formation relative à l'incendie.

Une fois de plus c'est la politique d'économies de l'Assistance publique qui est en cause.



Calvet appuyé sur la nouvelle Peugeot. Quant aux droits des travailleurs, il s'assoit dessus.

AFP

Rentrée des classes

S'ILS N'ONT PAS DE PROFS, QU'ILS PASSENT DES CASSETTES !

Dans le Calvados, des élèves et leurs parents occupent une école maternelle pour protester contre sa fermeture annoncée

AFP

Ancien enseignant, le ministre de l'Éducation François Bayrou aime décerner les bons points. En commençant par lui-même. Ainsi, parlant de la pré-rentrée, lundi 4 septembre, d'un million trois cent mille salariés de l'enseignement, et de la rentrée, le lendemain, de treize millions d'élèves, il a déclaré : « *C'est ma troisième rentrée* – il sévissait en effet déjà sous Balladur – *et c'est une rentrée de paix et de consensus* ».

De « paix », c'est vite dit, quand dans les grandes villes nombre de directeurs ont pris – éventualité d'attentats oblige – des mesures interdisant aux parents l'entrée dans les locaux. Évidemment, le ministre n'y est pour rien, mais l'actualité fait quand même bien les choses car elle peut aider à détourner l'attention de tout le reste : manque d'enseignants, classes surchargées, locaux qu'il faudrait remplacer d'urgence (par exemple les nombreux collèges de type Pailleron, reconnus dangereux mais encore en service), coût de la rentrée pour les familles populaires…

Bayrou a préféré, devant la presse, se féliciter de ce qu'il appelle « *l'extraordinaire succès* » du programme d'initiation à une langue étrangère de 250 000 enfants dès l'âge de 7 ans. Pensez donc, le ministère a édité… 10 000 cassettes vidéo pour les instituteurs chargés de cet enseignement. On fait ainsi oublier que dans le même temps on supprime des postes d'enseignants de langues vivantes et que les crédits des rectorats pour la formation permanente des instituteurs et maîtres des écoles ont diminué de 3 % ! Mais de quoi se plaindraient-ils, on leur donne une cassette à passer en classe…

C'est que si, côté vidéo, l'État s'y entend pour faire du cinéma, du côté des crédits, cette fois, c'est le régime sec. Et pas seulement parce que les enseignants sont concernés, comme les autres fonctionnaires, par le dernier projet de Juppé de geler leurs rémunérations. Alors que le nombre des élèves, toutes catégories confondues, reste stable par rapport à l'année scolaire précédente, le gouvernement vient d'envoyer à l'ANPE 10 000 maîtres-auxiliaires. Bien sûr, d'ici quelques semaines, les rectorats en réembaucheront certains, mais ce sera toujours cela d'économisé, pour ne rien dire de ceux qui ne retrouveront pas de poste, de ceux qui seront nommés comme bouche-trou dans une autre discipline que la leur, et de ce que cela impliquera comme retard dans l'année scolaire pour les élèves. Dans certaines villes, comme Paris, on a estimé que dans le primaire il manquerait par arrondissement l'équivalent de 100 places pour les enfants. Mais, puisque le ministre dit que tout se passe bien, c'est sans doute qu'enseignants et parents ne savent pas compter !

P.L.

Cartable alourdi porte-monnaie allégé

La CSF (Confédération syndicale des familles) qui, elle, a fait ses comptes, vient de les rendre publics. Cette année, le coût des fournitures scolaires a augmenté de 2,1 % en moyenne (la hausse de la TVA récemment décidée n'y est pas pour peu). C'est plus que la hausse du coût de la vie et, bien sûr, que celle de la majorité des salaires. Mais les aides publiques à la rentrée, elles, n'augmentent pas, loin de là. L'aide à la scolarité, qui remplace les bourses, est délivrée selon des critères draconiens. Les allocations familiales, qui devaient être revalorisées au 1er juillet, ne l'ont pas été. L'allocation de rentrée (1 500 F) n'a pas bougé depuis trois ans et couvre à peine le coût moyen des achats de livres pour un lycéen (1400 F), tel que l'a calculé la CSF. Cette même CSF dénonce le fait que, dans le primaire et même les maternelles, les parents doivent mettre de plus en plus la main à la poche pour payer des fournitures auparavant prises en charge par les municipalités. Évidemment, surtout dans les communes ouvrières, les municipalités ont de plus en plus de mal à faire face à leurs dépenses.

Et comme l'État dit ne plus avoir d'argent… il ne faudrait surtout pas le croire quand, en même temps, il s'apprête par exemple à faire partir en fumée plus de deux milliards de francs pour le seul plaisir de montrer qu'avec « sa » bombe atomique, la France reste une grande puissance !

« Université Pasqua »

LE TROU DES HAUTS-DE-SEINE

Le « pôle universitaire » de Courbevoie, baptisé pompeusement « Léonard de Vinci », et que tout le monde appelle du nom de son promoteur la « fac Pasqua », vient de connaître un flop retentissant lors de la rentrée.

Cet établissement ultra-moderne qui a coûté une fortune (1,3 milliard) au Conseil général des Hauts-de-Seine, dirigé par Pasqua, est prévu pour accueillir 5 000 étudiants, lorsqu'il sera en « vitesse de croisière »… En attendant, les bâtiments ont ouvert leurs portes pour moins de 400 élèves, et c'est grâce à une école de commerce qui va déménager qu'on devrait passer à un millier d'étudiants prochainement.

Les élèves ne se bousculent donc pas. Il est vrai que les droits d'inscription se montent à la bagatelle de 26 000 francs (mais il y a des boursiers). Les élèves interrogés déclarent qu'ils se sont inscrits chez Pasqua parce qu'ils espèrent trouver du travail au terme de leurs études, même si pour le moment les diplômes ne sont pas encore reconnus par l'État. Il s'agit pour eux d'un investissement. Il est vrai que ce « pôle universitaire » a été (un peu) financé par un certain nombre d'entreprises, comme Bouygues, Alcatel, etc. D'ailleurs toute la philosophie de la chose est d'associer études et entreprise, « à l'américaine » en quelque sorte, et les programmes concernent essentiellement l'économie, le commerce, la gestion, etc. Seulement les patrons n'y croient pas eux-mêmes et surtout ne voient pas pourquoi ils devraient payer pour ce qu'ils peuvent avoir gratuit. Beaucoup de pressentis se sont donc désistés. Et, en fin de compte, on s'attend pour cette année à ce que le Conseil général soit obligé de couvrir environ cinquante millions de francs des frais de fonctionnement. Une misère à côté du reste… Ce sont donc les contribuables des Hauts-de-Seine qui payeront pour la dépense somptuaire de Pasqua.

Une fac privée financée par l'argent public, c'était encore inédit dans le pays. Il est vrai que l'enseignement privé, d'une manière générale, est largement subventionné par l'État, et qu'ainsi ces étudiants, censés être de futurs cadres de l'industrie ou du commerce, seront à bonne école pour apprendre que la meilleure façon d'enrichir les entreprises privées est de piller l'État.

Ajoutons qu'à proximité de la fac Pasqua et de ses 50 000 m² se trouve l'Université de Nanterre, qui accueille sur 17 000 m² 35 000 étudiants ! La tentation sera grande pour ceux-ci d'aller squatter les locaux voisins. Et, pour reprendre le refrain célèbre, « s'ils vont chercher de l'air – c'est la faute à Nanterre – s'ils vont à Courbevoie – c'est la faute à Pasqua ».

André VICTOR

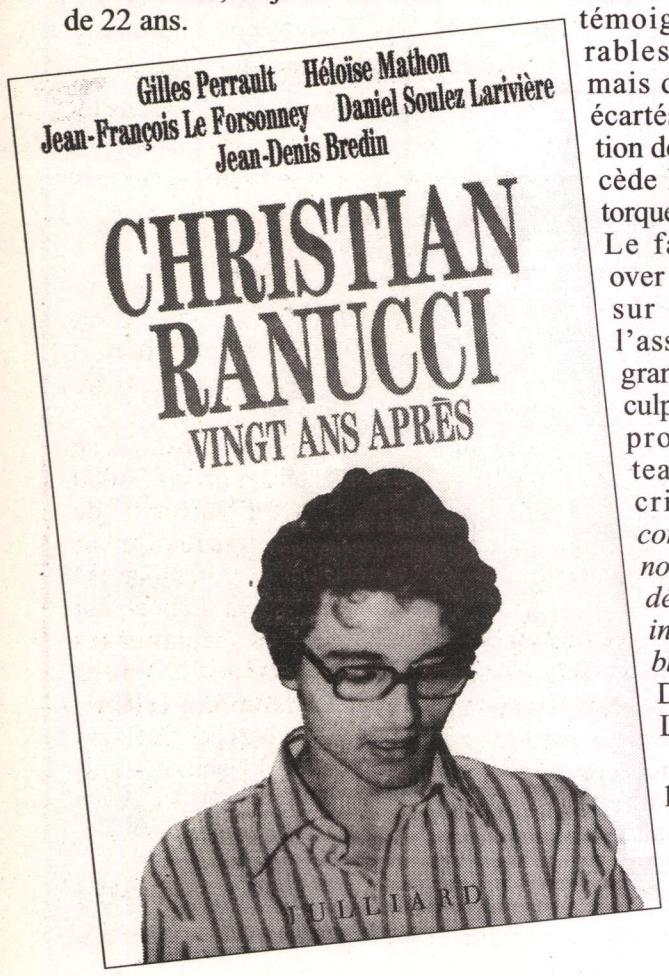
Lire

CHRISTIAN RANUCCI VINGT ANS APRÈS

ouvrage collectif de Gilles Perrault, Héloïse Mathon, Jean-François Le Forsonney, Daniel Soulez-Larivière, Jean-Denis Bredin

Ce livre s'inscrit dans le cadre du combat pour la réhabilitation de Christian Ranucci qui, bien qu'ayant toujours proclamé son innocence, fut condamné à mort pour l'assassinat d'une fillette de 6 ans, en mars 1974, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, au terme d'un procès bâclé. *«Réhabilitez-moi»*, avait-il lancé à ses avocats avant d'être guillotiné en juillet 1976.

Le roman de Gilles Perrault *Le pull-over rouge*, en 1978, avait popularisé cette affaire et introduit le doute quant à la culpabilité de Ranucci. Gilles Perrault, ses avocats et sa mère, aujourd'hui convaincus de son innocence, signent dans ce recueil chacun un chapitre de ce travail collectif. L'ouvrage témoigne des efforts du «Comité national pour la révision du procès Ranucci» dont les requêtes en révision déposées en 1978, 1981 et 1990 ont toutes été rejetées par la justice, en dépit de faits nouveaux établis par une contre-enquête entreprise par la Chancellerie même dans les années 1980. Faisant état des nombreuses irrégularités constatées tout au long de la procédure judiciaire, lors de l'enquête comme du procès, les auteurs tentent de faire la lumière sur ce qui a conduit à la mort, en fait pour raison d'État, un jeune homme de 22 ans.



Le livre met ainsi à nu l'ensemble des mécanismes qui conduisent à l'erreur judiciaire. *«L'enquête ne retient que les éléments qui accusent,* souligne l'un des avocats, Jean-Denis Bredin. *Elle écarte ceux qui risquent de disculper. Elle fait des preuves s'il en manque. Elle poursuit implacablement son chemin. Le suspect doit être coupable, le coupable doit être condamné. Le soupçon doit devenir probabilité, la probabilité devenir évidence.»*

On ne peut qu'être ébranlé par les incohérences, choqué par les invraisemblances qui jalonnent l'instruction et révolté par la légèreté avec laquelle police et justice livrent un simple suspect au lynchage médiatique et fabriquent un coupable sur mesure pour satisfaire une certaine opinion publique. Aux procès-verbaux antidatés et surchargés *a posteriori* s'ajoutent les témoignages favorables à l'accusé mais délibérément écartés. La fabrication de preuves précède les aveux extorqués par la force. Le fameux pull-over rouge trouvé sur les lieux de l'assassinat, trop grand, devrait disculper Ranucci. A propos du couteau, l'arme du crime, *«les conditions chronologiques de sa découverte sont invraisemblables»,* souligne Daniel Soulez-Larivière.

Mais un tel procès ne peut pas se comprendre *«si l'on oublie un seul instant l'impératif catégorique asséné sans relâche à la police : boucler le dossier dans les plus brefs délais»*, estime Gilles Perrault. Face à une presse déchaînée et hystérique qui distillait la haine et réclamait la tête du suspect, la police et la justice ne pouvaient rester impuissantes, pressées d'aboutir par le pouvoir. Il fallait un suspect, un coupable, et *«l'échafaud au bout du chemin»*. Jeune avocat de la défense, Jean-François Le Forsonney se rappelle que *«la tension du procès était extrême, l'opinion était remontée contre les bourreaux d'enfants»*. Pour lui, il régnait en ces journées *«une épouvantable atmosphère de curée»*.

Condamné à mort, la grâce de Christian Ranucci fut refusée par Giscard d'Estaing, alors président de la République. Dix jours plus tard, il graciait un autre condamné, accusé d'un crime analogue. Le pouvoir avait entre-temps fait preuve de fermeté, calmé la colère de la foule et satisfait la frange la plus réactionnaire de son électorat. Aujourd'hui, pour les auteurs, le doute sur la culpabilité de Ranucci a laissé place à l'intime conviction de son innocence. Mais il a été *«mis à mort parce que l'opinion et l'exemple l'exigeaient»*. Alors, erreur judiciaire ou pas? L'exécution de Ranucci reste, elle, irréversible, irrémédiable. Ce qui rend le refus de la justice de réviser le procès, de crainte de voir son autorité remise en cause, encore plus écœurant, et la peine de mort, dont certains réclament aujourd'hui le rétablissement en France, toujours aussi barbare et inhumaine.

René CYRILLE

Christian Ranucci vingt ans après, *ouvrage collectif, Éditions Julliard, 275 pages, 120F.*

Voir

LIMITA

de Denis Evstigneev

En argot russe un «limita» est ce que l'on appellerait en argot français un plouc, quelqu'un tout juste sorti de sa campagne ou de son trou. Du temps de l'URSS, en effet, pour avoir le droit de résider dans une grande ville quand on n'y était pas né, on devait souvent en passer par un travail dont les natifs de Moscou, Léningrad, etc., ne voulaient pas, car dur, mal payé et méprisé. Pour attirer quand même la main-d'œuvre vers ces emplois, les autorités accordaient donc un permis de résidence exceptionnel («limita») à des provinciaux regardés par les habitants comme plus ou moins prêts à tout pour s'en sortir. Ou l'espérant.

Le film raconte l'histoire de deux jeunes informaticiens venus tenter leur chance à Moscou en 1977 et que l'on retrouve en 1993. A travers eux, et en opposant des séquences nostalgiques sur leur jeunesse de «limitchiki», aux images tantôt clinquantes, tantôt glauques de leur vie actuelle, l'auteur montre qu'entre-temps l'existence de millions de gens a volé en éclats et donne à entendre que les choses ont mal tourné. Et finiront mal pour les deux inséparables.

L'un reste pauvre car il refuse les combines véreuses et met au service d'une banque son génie de l'informatique pour 100 dollars par mois. L'autre, lui aussi un crac des ordinateurs, prospère comme spécialiste du «casse» informatique. Les dollars pleuvent sur lui car les commandes abondent : dans un pays où fortune rime avec pillage en grand, piller les ordinateurs de la concurrence, forcer les protections informatiques pour découvrir les secrets des autres truands-affairistes est un moyen comme un autre pour s'enrichir rapidement. Au passage, on a un aperçu de ce que sont ces «nouvorichi», comme on dit en... russe, et de leur mode de vie : voitures coûteuses; clubs où ils se soûlent et où, quand quelqu'un manque à l'appel, c'est qu'*«il s'est fait buter hier»*, lâche-t-on en passant, tant cela semble normal; dollars qui permettent d'avoir l'aide de pompiers et de policiers pour incendier son propre entrepôt afin de toucher la prime d'assurance...

L'argent leur brûle les doigts et sert à acheter tout et n'importe quoi, pourvu que cela en jette. Pour l'un c'est un studio de cinéma, revendu à moitié prix quand cela ne l'amuse plus. Pour l'autre c'est un bateau-mouche où il organise des beuveries. Un des deux copains a, lui, mis la main sur un stade nautique dont il ne sait que faire, mais que surmonte déjà un gigantesque VIP. Un sigle à ses initiales, qui souligne sa mégalomanie de pauvre type se rêvant en «personne très importante» (VIP, en anglais) mais sentant aussi, dans ses moments de lucidité, combien tout cela reste fragile et minable.

Bien des allusions d'Evstigneev peuvent échapper au spectateur français, qui peut trouver que l'auteur charge certains personnages. Le film n'en trace pas moins un tableau réaliste – et nullement outré – des «nouveaux Russes», comme aiment à se faire appeler les nouveaux riches de la Russie d'Eltsine. Cela donne une chronique amère et désabusée d'une décadence, où même l'amitié la plus solide finit par se décomposer, comme toute la société.

Pierre LAFFITTE

Des candidats de Lutte Ouvrière dans les élections législatives partielles

Lutte Ouvrière présentera des candidats dans dix des onze élections partielles dont le premier tour aura lieu le 10 ou le 17 septembre prochain. Nous en publions la liste.

Ce n'est pas que ces élections aient une importance politique particulière. Elles ne peuvent bien évidemment pas changer le cours des choses. D'autant qu'il s'agit d'élections partielles qui, de toute façon, ne peuvent pas modifier la majorité parlementaire. Et qui plus est, les circonscriptions en question sont des fiefs de la droite, et ne sont donc pas les plus populaires du pays. En effet, il s'agit pour d'anciens ministres du gouvernement Balladur, et pour Balladur lui-même, de récupérer leur siège afin de pouvoir de nouveau siéger à l'Assemblée nationale.

L'enjeu est donc ailleurs.

Il est opportun de mettre à profit ces campagnes électorales pour nous adresser largement aux travailleurs, aux jeunes, qui habitent dans ces circonscriptions ou qui y travaillent et qui ont été sensibles aux idées et aux propositions développées par Arlette Laguiller lors de sa campagne en avril dernier. Tout comme dans cette même optique, au lendemain de l'élection présidentielle, nous avions présenté des listes aux élections municipales dans plus de cinquante grandes villes du pays, et tout comme nous avons sillonné la France durant les mois de juillet et d'août afin de multiplier discussions et contacts.

Nos candidats, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière, et aussi tous ceux qui localement voudront s'associer à nous, multiplieront leurs efforts durant ces campagnes pour convaincre bien évidemment le maximum d'électrices et d'électeurs d'exprimer leur accord avec les idées que nous défendons en votant pour nos candidats. Mais ce sera en même temps l'occasion de discuter de la nécessité de ne pas s'arrêter à ce geste. Car l'urgence demeure de se regrouper pour que se constitue un parti qui représente les intérêts politiques des travailleurs.

Dans le cadre de cette campagne, Arlette Laguiller, dans chacune de ces circonscriptions, tiendra des meetings de soutien aux candidats. Nous publions ci-dessous le calendrier de ces meetings.

• Le 10 septembre •

10e circonscription de PARIS :
Chantal CAUQUIL, employée d'assurances, 46 ans
Suppléante : Monique LEBORGNE, infirmière, 54 ans

1ère circonscription de MEURTHE-ET-MOSELLE :
Etienne HODARA, conseiller biologiste, 43 ans
Suppléante : Christiane NIMSGERN, aide-soignante, 40 ans

5e circonscription des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :
Daniel MARTET, agent hospitalier, 45 ans
Suppléante : Claude ROUSSET, enseignante, 40 ans

6e circonscription des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :
Isabelle UFFERTE, infirmière, 36 ans
Suppléante : Brigitte COZET, aide-puéricultrice, 37 ans

7e circonscription de SEINE-MARITIME :
Véronique BREANT, aide-soignante, 40 ans
Suppléante : Hélène CHATROUSSAT, enseignante, 49 ans

5e circonscription du VAR :
Patrick GRENIER, ouvrier électricien, 39 ans
Suppléante : Danièle PECOUT, employée de la Poste, 45 ans

• Le 17 septembre •

12e circonscription de PARIS :
Marie-Madeleine LACROIX, employée aux Chèques Postaux, 42 ans
Suppléant : Jean-Pierre DALMAS, employé de banque, 48 ans

6e circonscription des HAUTS-DE-SEINE :
Jean-Claude GARAULT, ouvrier dans la métallurgie, 39 ans
Suppléante : Hélène JANISSET, postière, 38 ans

2e circonscription d'INDRE-ET-LOIRE :
Etienne CHERBLANC, ouvrier métallurgiste, 42 ans
Suppléante : Nadine GALINIER, institutrice, 36 ans

2e circonscription de HAUTE-SAVOIE :
Bruno PERRODIN, ouvrier métallurgiste, 37 ans
Suppléant : Pierre MICHALLET, enseignant, 42 ans

LES MEETINGS DE SOUTIEN D'ARLETTE LAGUILLER AUX CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE

A NANCY,
JEUDI 7 SEPTEMBRE
20 h 30 – Salle Raugraff
Rue des Ponts
Nancy

dans la 10e circonscription de PARIS
VENDREDI 8 SEPTEMBRE
20 h 30 – Gymnase
121, rue de la Glacière – Paris 13e

A BAYONNE,
SAMEDI 9 SEPTEMBRE
20 h 30 – Centre municipal de réunions
Place Sainte-Ursule (près de la gare)
Bayonne

A AMBOISE,
MERCREDI 13 SEPTEMBRE
20 h 30 – Théâtre Beaumarchais,
Avenue des Martyrs-de-la-Résistance
Amboise

A ANNECY,
SAMEDI 16 SEPTEMBRE
à 18 heures – Salle Pierre Lamy
Rue de la République – Annecy

À PUTEAUX,
JEUDI 14 SEPTEMBRE
Palais des Congrès de Puteaux
3 bis, rue Chantecoq (près de la mairie)
Puteaux

Dans la 2e circonscription d'Indre-et-Loire

LE CANDIDAT DEBRÉ NE RECULE DEVANT RIEN

Bernard Debré, fils de l'ex-Premier ministre de De Gaulle Michel Debré et ministre de la Coopération dans le gouvernement Balladur d'avant mai 1995, avait misé sur le mauvais cheval en soutenant ce dernier lors de l'élection présidentielle. Cela lui a valu de se retrouver sur la touche lors de la formation du gouvernement Juppé, et cela vaut aux électeurs de la 2e circonscription d'Indre-et-Loire une élection partielle les 17 et 24 septembre prochains, à la faveur de laquelle Debré va tenter de retrouver la place de député qu'il avait pour un temps laissée à sa suppléante.

Dans sa campagne électorale, Debré n'hésite pas à faire feu de tout bois. C'est ainsi que, dans les derniers jours d'août, on a appris que la place du château d'Amboise (dont Bernard Debré est le maire) serait rebaptisée « place Michel-Debré » le 7 septembre en présence – en principe – de Séguin et de Jean-Louis Debré, le frère chiraquien de Bernard et actuel ministre de l'Intérieur. Les journalistes ont même relevé sa participation *« en costume d'époque Renaissance »* au spectacle son et lumière d'Amboise. Selon le journaliste de *La Nouvelle République*, Bernard Debré *« n'avait pas souhaité la présence de journalistes lors de cette apparition en costume de courtisan »*... On ne peut faire confiance à personne !

Mais le candidat Debré ne se contente pas de faire dans le guignol. Dans une lettre aux électeurs, il n'hésite pas à recourir aux pires arguments pour flatter l'électorat d'extrême-droite. Deux lignes après avoir rappelé que *« récemment un attentat a ensanglanté le sol français »*, il n'hésite pas à écrire : *« Je m'emploierai (...) en déposant des propositions de lois visant, entre autres, à réglementer le stationnement des gens du voyage, à engager toutes les actions nécessaires* (au maintien de la sécurité) *et à soutenir notre gouvernement dans sa lutte contre l'insécurité »*... S'en prendre aux gitans à propos des attentats récents, jusqu'à présent Le Pen lui-même ne l'avait pas osé !

Mais c'est sans doute cela, *« la dimension sociale et humaine »* dont se crédite modestement le *« chirurgien de renom »* Bernard Debré dans son dépliant électoral...

Soutenez Lutte Ouvrière !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et à envoyer à :
Lutte Ouvrière
BP 233
75865 Paris cedex 18

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

À nos lecteurs

Comme vous le savez, nous essayons de rencontrer ceux qui ont voté pour Arlette Laguiller, notre candidate lors de l'élection présidentielle. Nous estimons en effet qu'il faut reconstruire un parti qui défende réellement les intérêts politiques de l'ensemble des travailleurs, que c'est nécessaire et urgent, pour éviter qu'on réduise encore un plus grand nombre d'entre nous au chômage, qu'on diminue les salaires et le niveau de vie de ceux qui travaillent, et tout cela au profit d'une petite minorité de riches.

Mais vous pouvez vous associer facilement à cet effort.

En effet, après avoir lu notre hebdomadaire, il suffirait de le donner à un ami, à un proche, à un camarade de travail, à un voisin, qui pourrait être intéressé par un article ou un autre, qui n'est pas déjà un de nos lecteurs.

Recommandez-lui l'article en question et il fera ainsi connaissance avec nos idées et peut-être deviendra-t-il à son tour un lecteur régulier.

Vous contribuerez ainsi à construire le parti qui manque tant à tous les travailleurs.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

◆ A RENNES
Samedi 23 septembre
de 14 h à 24 h
Centre Social Carrefour 18
7, rue d'Espagne

◆ A ROUEN
Samedi 23 septembre
à partir de 15 h
Foyer municipal « Le Sillon »
à PETIT-COURONNE

◆ A TOURS
Samedi 23 septembre
de 15 h à 24 h
Salle Pléiade à La Riche

◆ A ORLÉANS
Samedi 23 septembre
à partir de 15 h
Salle des fêtes de Montisson
à SAINT-JEAN-LE-BLANC

◆ A ORLÉANS
Samedi 30 septembre
à partir de 17 h 30
Salle des fêtes de
Landouge

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995